

Convention collective

IDCC : 9442. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES
(LOIRE-ATLANTIQUE)
(3 novembre 1971)**

(Etendue par arrêté du 13 août 1974,
Journal officiel du 10 septembre 1974)

■ *Journal officiel* du 28 juin 2008

Arrêté du 20 juin 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de la Loire-Atlantique (n° 9442)

NOR : AGRF0815110A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 13 août 1974 portant extension de la convention collective de travail du 3 novembre 1971 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de la Loire-Atlantique et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant n° 72 du 28 septembre 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 avril 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 72 du 28 septembre 2007 à la convention collective de travail du 3 novembre 1971 concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de la Loire-Atlantique sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'article 45 « Ordre des licenciements pour motif économique », tel qu'il résulte de l'avenant visé à l'article 1^{er}, est étendu sous réserve du respect des prérogatives du comité d'entreprise prévues aux articles L. 1233-8 et L. 1233-28 du nouveau code du travail.

Article 3

L'article 53 « Canicule », tel qu'il résulte de l'avenant visé à l'article 1^{er}, est étendu sous réserve du respect des articles R. 4323-91 à R. 4323-98 du code du travail, car les équipements de protection individuelle (EPI) ne doivent pas subir d'adaptation ou de modification qui seraient contraires aux règles techniques prévues à l'article R. 4312-23 du même code.

Article 4

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 5

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*L'adjointe au sous-directeur
du travail et de l'emploi,*
M. QUIQUERÉ

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/15, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.